

Questions orales

M. Turner (Vancouver Quadra): Le premier ministre veut-il dire qu'il retire ce qu'il a déclaré au *New York Times*? Quelle est la vraie version, sa lettre et la version que nous a donnée l'ancien ministre des Pêches, ou celle qu'il a donnée au *New York Times*?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je dis qu'il n'y a pas d'incohérence dans ce qui a été déclaré. En fait, il y a eu une grave incohérence, une très grave incohérence, dans le cas d'une démission concernant le chef de l'opposition et le premier ministre de l'époque, M. Trudeau, et à l'époque le premier ministre avait déclaré que la version du chef de l'opposition était inexacte.

* * *

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

LES DÉPENSES ENGAGÉES PAR UNE STATION DE RADIO

M. John A. MacDougall (Timiskaming): Monsieur le Président, en l'absence du ministre des Communications, ma question s'adressera à son secrétaire parlementaire. Les résidents de la circonscription de Timiskaming ont été très irrités d'apprendre au début de la semaine que la station de radio de Radio-Canada dans le Nord avait dépensé un montant évalué à \$50,000 à l'achat de téléviseurs, magnétoscopes, magnétophones et cassettes, après que le président du Conseil du Trésor eut déposé ses lignes directrices en matière de dépenses et que le vice-président de Radio-Canada eut fait savoir que les stations devaient les respecter. Le secrétaire parlementaire pourrait-il dire à mes commettants et aux Canadiens de tout le pays pourquoi on tolère encore de telles dépenses?

M. Jim Edwards (secrétaire parlementaire du ministre des Communications): Comme mon collègue le sait sans doute, monsieur le Président, Radio-Canada est une société d'État indépendante. Son allégation est cependant très grave. Je me chargerai de demander au ministre de transmettre cette information au président de Radio-Canada, M. Juneau, à son retour de la République populaire de Chine.

* * *

LES AFFAIRES INDIENNES

LE FINANCEMENT DE BANDES DANS LE NORD-OUEST DE L'ONTARIO

M. John Parry (Kenora—Rainy River): Monsieur le Président, je m'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien qui a récemment pris le temps de rendre visite à sept chefs de la nation Nishnawbe-Aski pour discuter avec eux du financement des bandes créées récemment dans le nord-ouest de l'Ontario. Le ministre est-il prêt à déclarer à la Chambre qu'il appuie ces bandes sans réserve et qu'il fera tout ce qu'il peut pour approuver au plus tôt le financement nécessaire à leurs besoins?

L'hon. David Crombie (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, le député sait sans

doute que lorsque j'ai rencontré hier le grand chef Cromarty et les sept autres chefs, je leur ai dit que j'appuyais leurs efforts. Au cours des prochaines semaines, je vais participer à des entretiens et à des consultations dans l'espoir d'en venir à une entente satisfaisante.

L'INTERVENTION DU MINISTRE

M. John Parry (Kenora—Rainy River): Monsieur le Président, le ministre sait sans doute que si les fonds ne sont pas approuvés à temps pour la très brève saison de la construction, des centaines d'autochtones pourraient bien en être réduits l'automne prochain à vivre sous la tente. Voilà pourquoi je demande au ministre de s'engager à soumettre la chose d'ici deux semaines au comité du développement social du cabinet.

L'hon. David Crombie (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, je tiens à donner au député l'assurance que je suis conscient de la brièveté des délais impartis, compte tenu de la géographie et du climat. Le député le sait, nous venons tout juste de recevoir la formule de demande en provenance de cette région. Nous entendons expédier les démarches dans les plus brefs délais et je m'y mettrai aussitôt que possible.

* * *

LES ARMES À FEU

L'IMPORTATION AU CANADA

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Vu les préoccupations qu'il a exprimées ce matin au sujet de la montée du terrorisme et vu les récentes actions aux États-Unis qui tendent à libéraliser les lois régissant les armes à feu, voudrait-il nous dire pourquoi, dans le budget de son gouvernement, il a fait en sorte qu'il en coûte moins cher d'importer des carabines et des fusils au Canada?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, la mesure découlait d'une décision de la Commission du Tarif sur les carabines de chasse. Cette modification à un règlement avait été apportée précédemment et s'alignait sur d'autres règlements.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, je pose ma question supplémentaire au premier ministre. Ne s'inquiète-t-il pas du message que l'on transmet par cette mesure? D'une part, il s'inquiète de la montée du terrorisme. De l'autre, son gouvernement permet d'importer à moindre frais des fusils et carabines de longue portée. Ne pense-t-il pas que c'est transmettre aux Canadiens un message contradictoire?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je trouve plutôt injuste de faire un rapprochement entre les sportifs canadiens et le terrorisme.